



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation de la
plateforme d'entreposage de produits combustibles par la société
ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT à FONTENOY-SUR-MOSELLE**

**N° 2023-0967
AIOT 0003013207**

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 181-3, L. 211-1, L. 511-1, L. 513-1 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2018-704 du 3 août 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement, en particulier la rubrique 2910 "installation de combustion" ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 " installation de combustion" ;

Vu l'arrêté préfectoral 2018-0048 du 26 juillet 2019 autorisant la société OJIREL à construire et exploiter une plate-forme d'entreposage de produits combustibles sur la zone d'activité internationale (ZIA) de Gondreville-Fontenoy à Fontenoy-sur-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2019-2664 du 6 octobre 2020 d'actualisation des conditions d'exploitation de la plate-forme d'entreposage de produits combustibles par la société OJIREL à Fontenoy-sur-Moselle ;

Vu le courrier en date du 2 mai 2022 déclarant la reprise de l'entrepôt de stockage "à blanc" situé ZI de Gondreville-Fontenoy à Fontenoy-sur-Moselle par la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT, dont le siège social est situé 12 rue Médéric à Paris (75017) ;

Vu la demande par courrier postal en date du 9 novembre 2023, réceptionné en Préfecture de Meurthe-et-Moselle le 14 novembre 2023, formulée par la société ADVENIS PROPERTY

MANAGEMENT, pour obtenir le bénéfice de l'antériorité de son installation de combustion au titre de la rubrique 2910-A-2 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé BV/2208_2023 en date du 14 juin 2024 ;

Vu le courriel en date du 25 juin 2024 par lequel la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT a été invitée à faire connaître ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire qui lui a été transmis ;

Vu la réponse de l'exploitant par courriel en date du 4 juillet 2024 indiquant n'avoir aucune observation sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que le site peut prétendre au bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 2910-A-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour la poursuite de l'exploitation de son installation de Fontenoy-sur-Moselle ;

Considérant que l'évaluation des risques et nuisances générés par l'entrepôt n'est pas remise en cause par l'augmentation marginale de la puissance de la chaudière installée par rapport au projet autorisé en 2019 ;

Considérant que la présence d'une chaudière a été prise en compte dans l'évaluation des risques et nuisances générés par l'entrepôt dans le dossier d'autorisation environnementale produit par l'exploitant qui a conduit à l'octroi d'une autorisation environnementale pour la construction et l'exploitation de l'entrepôt en 2019 ;

Considérant que certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018-0048 du 26 juillet 2019 modifié doivent être adaptées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que cet arrêté ne prescrivant pas de nouvelles dispositions techniques et n'abrogeant pas de disposition existante, il n'est pas nécessaire de recueillir l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1: Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2018-0048 du 26 juillet 2019, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire 2019-2664 du 06 octobre 2020, et autorisant la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT, dont le siège est situé 12 rue Médéric à PARIS (75017), à exploiter une plate-forme d'entrepôt de produits combustibles sur la zone d'activité internationale (ZIA) de Gondreville-Fontenoy à Fontenoy-sur-Moselle, sont modifiées et complétées par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 :

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau » de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018-0048 du 26 juillet 2019 modifié est remplacé par le suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation	Régime ⁽¹⁾
2.1.5.0 (loi sur l'eau)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Surface totale imperméabilisée 5,15 ha	D
1510-1	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, le volume de l'entrepôt étant supérieur à 300 000 m ³ .	8 cellules couvrant une surface totale de plancher de 32 366 m ² avec une hauteur maximale au faîtage de 12,20 m. Volume total de l'entrepôt : 394 865 m ³	A
1530-1	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public, le volume total susceptible d'être stocké dans l'installation étant supérieur à 50 000 m ³ .	Volume total ⁽²⁾ : 81 000 m ³	A
1532-1	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 à l'exception des établissements recevant du public, le volume total susceptible d'être stocké dans l'installation étant supérieur à 50 000 m ³ .	Volume total ⁽²⁾ : 81 000 m ³	A
2662-1	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), le volume total susceptible d'être stocké dans l'installation étant supérieur ou égal à 40 000 m ³ .	Volume total ⁽²⁾ : 68 000 m ³	A
2663-1-a	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères, à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, polyuréthane, polystyrène, etc., le volume total susceptible d'être stocké dans l'installation étant supérieur ou égal à 45 000 m ³ .	Volume total ⁽²⁾ : 68 000 m ³	A

2663-2-b	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composé de polymères, dans tous les autres cas et pour les pneumatiques, le volume total susceptible d'être stocké dans l'installation étant supérieur ou égal 10 000 m ³ , mais inférieur à 80 000 m ³ .	Volume total ⁽²⁾ : 68 000 m ³	E
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770 [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	1 chaudière à gaz de puissance 1,16 MW	DC
2925-1	Atelier de charge d'accumulateurs, Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	5 locaux de charge de batteries d'une puissance maximale de 520 kW	D

(1) : A (autorisation), E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration).

(2) : le volume total correspond à la somme des volumes maximaux de produits relevant de la rubrique visée stockés dans les 8 cellules. Tous ces volumes ne seront pas présents simultanément.

Article 3 : Réglementation applicable

Le tableau figurant à l'article 1.6.1 « *Réglementation applicable* » de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2018-0048 du 26 juillet 2019 modifié est complété par la ligne suivante :

Texte et date	Intitulé
Arrêté ministériel du 3 août 2018	Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 " installation de combustion" ;

Article 4 : Sanctions administratives

En cas de non-respect des obligations prévues par le présent arrêté, des sanctions pourront être prises, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R. 181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux."

Article 6 : Exécution de l'arrêté et information des tiers

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT

et dont une copie sera adressée à :

- Madame le maire de Fontenoy-sur-Moselle

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de 4 mois en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Nancy, le **31 JUL. 2024**

Le Préfet,
Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Julien LE GOFF

